

Devant des infrastructures d'eau sous pression, une réforme du financement s'impose

Faits saillants de l'étude d'Aviseo sur le sous-financement des infrastructures d'eau, réalisée pour le Groupe tactique sur les infrastructures en eau liées au logement*



Portrait de la situation actuelle

Valeur de remplacement

188,5 G \$

Déficit de maintien d'actifs

19,3 G \$*

(et besoins additionnels d'ici 2031) : **+23 G \$**

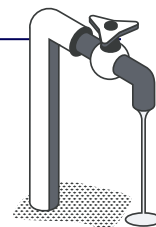
*En incluant le coût de remplacement de la voirie, ce montant est de 49 G\$.

La majorité des infrastructures ont été construites entre

1950 et 1990

Résultat : vieillissement simultané, bris plus fréquents, augmentation des coûts d'entretien et vulnérabilité face aux changements climatiques.

Le Québec est la **2^e** province ayant **la plus forte consommation d'eau par habitant au pays**, un phénomène qui explique la forte pression sur les réseaux d'eau des municipalités.

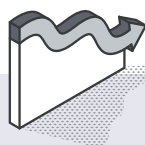


Les principales causes



Sous-financement municipal

- Les dépenses actuelles atteignent **280 \$/habitant**, alors que le coût réel estimé est de **799 \$/habitant**.
- Entre 2017 et 2024 : Les municipalités dépendent principalement des revenus fonciers (**+26,1%**). Une source insuffisante compte tenu de l'inflation (**+23%**) et de la hausse moyenne des coûts de construction (**+38,3%**).



Baisse des investissements provinciaux

- Plan québécois des infrastructures (PQI) 2018-2028 : La part des investissements destinés aux infrastructures municipales est passée de **7,3% à 4,3%**, malgré des besoins croissants.



Délais dans les ententes Québec-Canada

- **Près de 24 mois** entre l'annonce et la signature d'une entente dans le cadre du Fonds canadien pour les infrastructures liées au logement (FCIL).
- Pendant ce délai, pour la même enveloppe de **1 G \$**, le Québec a été affecté par des travaux reportés, une hausse des coûts et un pouvoir d'investissement réduit.

43 municipalités ont dû restreindre des projets en 2025, freinant la construction de

36 000 logements

par faute de capacité hydrique (sondage UMQ).



Ces enjeux vont s'accroître au cours des prochaines années si la tendance n'est pas inversée.

Moratoires de développement, l'exemple de **Lévis**.

Augmentation des redevances de développement pour les promoteurs : jusqu'à **5 390 \$** par logement;

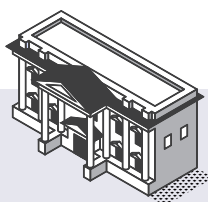
Suspension des émissions de nouveaux permis dans plusieurs secteurs.

Pistes de solutions portées selon le Groupe tactique



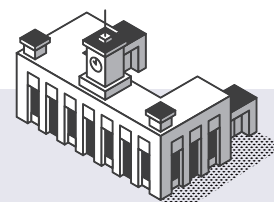
Au municipal

- Instaurer un principe « utilisateur-payeur » avec compteurs d'eau permettant de réguler les débits, pour réduire le gaspillage et favoriser une meilleure équité.
 - Exemple de **Repentigny** : les débits d'eau potable et d'eaux usées n'ont pas progressé en 20 ans, alors que le nombre de résidents a augmenté de 18 %.
- Mettre en place un financement par accroissement de la valeur foncière (TIF), qui permet à une municipalité de financer aujourd'hui des infrastructures sans émettre de nouvelles taxes.



Au provincial

- Redoubler d'efforts pour résorber le déficit de maintien d'actifs.
- Investir massivement dans le PQI 2026-2036 :
 - **40%** du déficit de maintien d'actifs n'est pas pris en charge par le PQI 2025-2035.
- Offrir un financement prévisible et pérenne pour les municipalités et réviser les priorités gouvernementales en matière d'investissements en infrastructures.



Au fédéral

- Augmenter la contribution fédérale pour mieux financer les infrastructures municipales, notamment celles en eau.
- Bonifier les transferts au Québec afin qu'ils correspondent à son poids démographique et au déficit de maintien de ses infrastructures.
- Laisser aux actrices et acteurs locaux la flexibilité de prioriser les projets en tenant compte de leur réalité.

*Groupe tactique sur les infrastructures en eau liées au logement

- Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ)
- Association de la construction du Québec (ACQ)
- Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec (ACRGTQ)
- Association des firmes de génie-conseil du Québec (AFG)
- Institut de développement urbain du Québec (IDU)
- Ordre des urbanistes du Québec (OUQ)
- Réseau Environnement (RE)
- Vivre en Ville